

Guérir les blessures du passé, un processus de longue haleine

A moins de guérir dans les cœurs les blessures qui résultent d'années de guerre civile et de recréer les conditions de la confiance, une paix durable ne pourra pas être restaurée. C'est tout l'enjeu de l'action menée par Initiatives et Changement au Burundi depuis huit ans.

« **D**étruire un pays ne prend pas longtemps. Mais, après des années de conflits et de haines, l'apaisement des cœurs est un long processus qui peut connaître des hauts et des bas. » Thomas Ntambu, responsable du programme de consolidation de la paix au Burundi, commentait ainsi la reprise des combats en avril dernier. Après des années d'engagement intensifs aux côtés des Burundais pour ramener la paix et remettre le pays sur les rails d'une vie politique normalisée, après avoir été au cœur de toutes les discussions entre le Palipehutu-FNL, dernier groupe rebelle actif, le gouvernement burundais et les acteurs régionaux pour que le processus de dialogue se poursuive et que le groupe rebelle finisse par accepter de revenir à Bujumbura, il y avait de quoi perdre courage. « Nous sommes déçus mais pas découragés », affirmait Thomas. De fait, tout ce qui a été investi au cours de ces années auprès de si nombreux acteurs politiques, militaires et religieux, ne l'aura pas été en vain. Les pourparlers ont repris, l'équipe dirigeante du Palipehutu-FNL, y compris son chef emblématique, Rwaswa Agathon, sont rentrés d'exil en mai. Les obstacles à surmonter restent encore nombreux, mais le cheminement vers la paix vient de marquer une étape supplémentaire.

« Déceler les besoins qui se cachent derrière chaque demande, revendication, remarque. »

Les obstacles récents

Un accord de cessez le feu a été signé en septembre 2006 avec le Palipehutu-FNL. Mais la cessation définitive des hostilités et la réintégration de ce mouvement dans le jeu des institutions politiques n'en finissent pas d'être reportées. Les résistances et les menaces de rupture du dialogue ont été récurrentes de part et d'autre. Pour compliquer l'affaire, le Palipehutu-FNL a rejeté pendant un temps le médiateur sud-africain jugé trop partisan.

En avril, convaincus qu'on voulait les éliminer physiquement, les membres de la délégation du Palipehutu-FNL à Bujumbura ont quitté les travaux du MCVS (Mécanisme Conjoint de Vérification et de Suivi) ; le groupe rebelle a alors repris les armes et bombardé Bujumbura, les combats



Participants burundais à la table ronde de mai 2007.

FREDERIC CHAVANNE

faisant des centaines de victimes.

Pendant ce temps, la situation politique intérieure se dégradait. Le gouvernement comme les partis d'opposition, victimes de dissensions internes, ne jouaient pas leur rôle sur l'échiquier national. La vie institutionnelle a été paralysée, l'Assemblée nationale et le Sénat ne pouvant plus légiférer. A tout cela se sont ajoutés des détournements croissants des deniers publics qui ont fait scandale et une crise économique aggravée par la sécheresse.

Une nouvelle dynamique

Il s'agissait donc à la fois de faire aboutir les accords de cessez-le-feu avec le mouvement rebelle et d'apaiser les tensions politiques qui menaçaient de replonger le pays dans le chaos. Les efforts ont principalement porté sur les négociations avec le Palipehutu-FNL et ce travail de diplomatie parallèle s'est fait en collaboration étroite avec les institutions chargées du dossier, Nations Unies, Union Africaine et facilitation sud-africaine notamment.

La première tâche était d'encourager au dialogue tous les protagonistes pour conjurer les tentations de recourir à la force. Il fallait faire comprendre que les revendications du Palipehutu-FNL n'étaient pas d'interminables caprices, mais correspondaient à des questions non résolues, ou à des réactions face à des gestes inconsidérés ou à des paroles humiliantes. Le Palipehutu-FNL devait de son côté admettre que leurs revendications ne pouvaient pas toutes être satisfaites. Après chaque rupture dans les négociations, il était crucial de maintenir les contacts pour que les protagonistes ne s'enferment pas durablement dans une logique de rupture. Quand toutes les négociations ont été rompues, Initiatives et Changement (I&C) est demeuré le seul lien avec le groupe rebelle. La médiation, parfois découragée et se sentant mal récompensée des efforts qu'elle avait déployés, devait aussi être soutenue.

Fort de ses relations de confiance avec les rebelles, libre pour agir rapidement contrairement à la diplomatie officielle, I&C a joué un rôle essentiel. Le représentant du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi a affirmé au mois de janvier dernier qu'I&C avait réussi à amorcer une dynamique de reprise de contact avec le Palipehutu-FNL et a envoyé un message de félicitation à l'équipe qui mène le programme, comme au gouvernement suisse qui le finance.

La hiérarchie de l'Église catholique s'est impliquée, deux évêques burundais ayant accepté de jouer un rôle d'intermédiaire entre le FNL et le gouvernement. Leur rencontre au mois de janvier avec les dirigeants du mouvement rebelle leur ont notamment permis de prêter une oreille attentive aux ressentiments et aux frustrations que leurs interlocuteurs avaient besoin d'exprimer.

Deux personnalités politiques sont venues en leur nom propre décrire aux dirigeants du FNL l'action qui se mène au sein des institutions politiques à Bujumbura dans le but de faire avancer le processus de paix, leur donnant ainsi l'espoir qu'une évolution était possible par d'autres moyens que le recours aux armes.

« Se libérer des réflexes de méfiances et de peurs qui habitent l'inconscient collectif. »

Un bureau permanent d'I&C a été ouvert à Bujumbura. Des gens de tous bords s'y retrouvent pour réfléchir ensemble et chercher les initiatives qu'ils pourraient prendre, chacun dans leur camp. Ils consultent Thomas Ntambu et Bonaventure Nkeshimana, les deux responsables du programme, et transmettent avis et conseils dans leurs quartiers généraux respectifs. Ils cherchent une vision pour le long terme, s'interrogent sur les positions prises par leurs camps respectifs, cherchent les gestes et attitudes qui seraient à même d'apaiser les tensions. Ainsi, plusieurs parlementaires ont demandé au gouvernement de changer sa politique à l'égard du Palipehutu-FNL et lui ont proposé d'opter résolument pour les négociations.

Concernant les tensions internes à la vie politique nationale, des femmes députés et sénateurs de divers partis ont cherché à créer des liens entre leurs groupes respectifs. Certains responsables politiques ont cherché à réduire les querelles intestines de leurs propres partis et à éviter que ne soient prises des positions propres à envenimer le débat public. Les quatre anciens présidents de la République, dont trois avaient participé à la table ronde d'avril 2007¹, ont fait des déclarations invitant leurs compatriotes à modérer leurs points de vue et à ne pas jeter de l'huile sur le feu par des

déclarations intempestives. Tous, ils contribuent ainsi à un apprentissage progressif de la démocratie, dont le respect de l'adversaire fait partie.

Quelques clés pour expliquer cette action

Le travail d'analyse et de consultation sans relâche de toutes les personnes impliquées dans la région permet d'identifier les problèmes dont dépend l'avancement de la paix. Mais l'essentiel reste d'aller à la racine de ce qui, dans cette alchimie du cœur humain, provoque méfiances, peurs, ressentiments, haines, questionnements, voltefaces. « Les ressentiments des uns et des autres constituent le vrai problème qui freine la consolidation de la paix au Burundi, » estime l'Ambassadeur Bah de l'Union Africaine qui voit dans I&C l'organisation la mieux outillée pour aider les acteurs locaux à dépasser tout ce qui relève de l'ordre émotionnel.

« Quand nous rencontrons quelqu'un, nous devons garder à l'esprit les questions clé et ne pas suivre seulement l'actualité du moment, confie Thomas Ntambu. Sur le terrain, il y a deux forces qui se dégagent : celle qui veut véritablement la paix et celle qui milite contre une cohabitation pacifique. Nous devons comprendre les arguments de ceux qui s'opposent à la réconciliation, qui se considèrent comme victimes, qui soutiennent la vengeance et qui ne retiennent de l'Histoire que la part négative au lieu de la lire de manière objective. Il nous faut aussi évaluer pourquoi les partisans de la réconciliation n'arrivent pas à imposer leurs vues et quelles sont leurs faiblesses.

« Nos interlocuteurs doivent aussi découvrir la place et l'importance du pardon, poursuit Thomas. On ne peut pas l'exiger ou forcer le processus, mais amener chacun à comprendre qu'il n'est pas le seul à souffrir et, à partir de là, à appréhender la vérité de manière plus objective. C'est ce qui peut l'amener à renoncer à la vengeance et à chercher spontanément le pardon sans que nous ayons à faire pression dans ce sens. »

Le second besoin, c'est celui d'être reconnu dans sa dignité ou compris dans son angoisse. Il y a un besoin vital à pouvoir dire à quelqu'un toute sa frustration. Alors l'esprit peut s'ouvrir à d'autres possibilités. Une fois que l'on se sent entendu et sécurisé, on peut retrouver l'envie de donner le meilleur de soi-même.

Enfin, la capacité à écouter sans répondre, sans juger, sans argumenter est essentielle. Savoir montrer son empathie à certains moments, rester fermes à d'autres, comprendre que ce ne sont pas les seuls arguments logiques qui permettent d'entraîner l'adhésion. Parfois, nous avons été sommés de prendre position, ce que nous avons fait sachant le risque de provoquer la rupture du dialogue. Nos interlocuteurs ont néanmoins besoin de vérité. Il s'agit en quelque sorte de les libérer de réflexes de méfiances et de peurs qui habitent l'inconscient collectif.

L'avenir de ce travail passe par l'engagement des Burundais eux-mêmes. Il leur appartiendra de transcender leurs appartenances ethniques, de ne plus voir dans le Hutu ou le Tutsi le défenseur inévitable d'un groupe, mais le partenaire nécessaire à la construction d'un pays où chacun se sentira respecté et voulu, sans crainte d'être marginalisé ou éliminé. Ainsi, ils permettront au Burundi de ne pas replonger dans un nouveau cycle d'incertitudes et de retrouver la sérénité d'un pays en paix.

Frédéric Chavanne



1. Réunion qui avait relancé le dialogue entre dirigeants politiques de tous bords, voir changer n° 325 (mai-juin 2007).